Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 49

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Martedì, 28 febbraio 1950

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80, e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA – presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 – Firenze, via Cavour n. 46 r – Napoli, via Chiaia n. 5 – Torino, via Roma n. 80, sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

SUPPLEMENTI STRAORDINARI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 novembre 1949, n. 1136.

Approvazione degli Accordi fra l'Italia ed i Paesi Bassi per l'arruolamento di operai italiani adibiti ai lavori delle miniere neerlandesi.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro e per il lavoro e la previdenza sociale;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi a Roma, fra l'Italia e i Paesi Bassi, il 4 dicembre 1948:

a) Accordo relativo all'arruolamento di operai italiani adibiti ai lavori nelle miniere neerlandesi.

b) Annesso all'Accordo relativo all'arruolamento di operai italiani adibiti ai lavori nelle miniere neerlandesi.

c) Accordo speciale concernente le assicurazioni contro le conseguenze di malattia e di tubercolosi per i membri di famiglia in Italia degli operai impiegati nelle miniere neerlandesi.

d) Scambi di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 4 dicembre 1948, conformemente a quanto stabilito all'art. 14 dell'Accordo.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 novembre 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PELLA — FANFANI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1950
Atti del Governo, registro n. 31, foglio n. 122. — FRASCA

Arrangement entre l'Italie et les Pays-Bas relatif à l'engagement d'ouvriers italiens pour le travail de fond dans les mines néerlandaises.

Art. 1

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Royal Néerlandais ont conclu l'arrangement suivant pour l'engagement d'ouvriers italiens comme travailleurs de fond dans les mines de charbon aux Pays-Bas.

Art. 2

Le recrutement sera effectué par le Gouvernement Italien par l'entremise du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale qui, à cet effet, se servira de ses offices provinciaux.

Une Commission néerlandaise décidera de l'engagement définitif des ouvriers dans les centres de sélection.

Le Gouvernement Italien facilitera, pour autant que possible, la tâche de cette Commission et mettra à sa disposition, pour l'examen sanitaire, les moyens et l'appareillage disponibles dans les centres de sélection.

Les Autorités néerlandaises feront connaître préalablement les conditions physiques qui rendent les ouvriers inaptes au travail dans les mines néerlandaises.

Art. 3

Pour chaque ouvrier engagé qui se met en route pour les Pays-Bas, les mines néerlandaises prennent à leur charge les frais du voyage du Centre de sélection au Centre de départ, Milan et de cette ville aux Pays-Bas.

Tous les autres frais restent à la charge des Autorités italiennes.

Pour chaque ouvrier, parti pour les Pays-Bas, les mines néerlandaises payeront aux Autorités italiennes une somme forfaitaire qui sera fixée par un accord spécial entre les mines néerlandaises et les Autorités italiennes.

Art. 4

L'ouvrier italien s'engage au travail de fond dans les mines néerlandaises en signant un contrat dont le texte sera établi entre les Autorités italiennes et les mines néerlandaises, en conformité aux principes fixés dans le présent arrangement.

Le contrat aura la validité d'un an à partir du moment de sa signature et pourra être prolongé de commun accord d'année en année sur préavis de deux semaines.

Dans le contrat seront indiqués, entre autres, les causes et le montant des retenues éventuelles sur les salaires.

Art. 5

Les ouvriers italiens jouiront de la même protection et du même traitement que les ouvriers néerlandais.

Toutes les dispositions relatives aux salaires et aux autres conditions de travail en vigueur pour les ouvriers néerlandais seront appliquées aux ouvriers italiens.

Aux ouvriers italiens sera reconnue pleine parité avec les ouvriers néerlandais en tout ce qui concerne l'application de la législation fiscale.

Les mines néerlandaises appliqueront aux ouvriers italiens les conditions plus favorables qui seraient éventuellement accordées aux ouvriers d'autre nationalité étrangère employés dans les mines néerlandaises.

Les principes de cet article s'appliqueront également aux assurances sociales à l'exception de celles qui se rapportent à l'assistance médicale et pharmaceutique pour les membres des familles restés en Italie; pour ces dernières un arrangement spécial, dont le texte sera établi à part, sera conclu entre les Autorités italiennes et les mines néerlandaises.

Art. 6

Les mines néerlandaises hébergeront les ouvriers italiens dans des logements confortables.

Les ouvriers italiens y seront logés séparément des ouvriers d'autre nationalité.

Art. 7

Compte tenu de l'insuffisance de maisons, les mines néerlandaises engageront de préférence des ouvriers célibataires.

L'engagement d'ouvriers mariés sera pris en considération seulement quand il y aura une disponibilité suffisante de maisons.

Art. 8

Les ouvriers mariés peuvent transférer en Italie le 50 % de leur salaire net.

Les célibataires, pour autant qu'il soient soutiens de famille, peuvent transférer le 25 % de leur salaire net.

L'administration des mines transférera aux ayants-droit le total des allocations familiales et des primes aux enfants.

Art. 9

Par salaire net est entendu le total du salaire gagné diminué des charges fiscales.

Art. 10

Le Gouvernement Royal Néerlandais s'engage à assurer le transfert régulier des épargnes que les ouvriers italiens pourront envoyer en Italie, ainsi que des allocations familiales, des primes aux enfants, des rentes et des indemnités pour accidents de travail ou maladies professionnelles, et des pensions d'invalidité, de vieillesse et aux survivants.

Ces transferts auront lieu selon les modalités prévues par l'art. 4 de l'arrangement italo-néerlandais pour le règlement des payements, conclu le 30 juin 1948, ou bien selon d'autres modalités à fixer de commun accord entre le Gouvernement Italien et le Gouvernement Royal Néerlandais.

Dans le cas où cet arrangement provisoire soit dénoncé ou modifié, le Gouvernement Royal Néerlandais s'engage à prendre sans délai contact avec les Autorités italiennes afin d'assurer le transfert régulier des sommes susdites.

Art. 11

Les ouvriers italiens ne pourront séjourner aux Pays-Bas que pendant la période de validité de leur contrat de travail.

En cas de résiliation du contrat, pour n'importe quelle cause, les frais du voyage de retour du lieu d'embauchage au domicile en Italie, seront à la charge des employeurs néerlandais, lesquels rapatrieront les ouvriers dans le plus bref délai.

Art. 12

Le permis de travail aux ouvriers qui sont admis aux Pays-Bas en vertu du présent arrangement n'est délivré que pour le travail dans les mines néerlandaises et pour la durée du contrat individuel.

Art. 13

Les deux Gouvernements constitueront une Commission mixte qui se réunira à La Haye ou à Rome à la demande d'une des deux parties.

La dite Commission aura la tâche d'examiner et de régler les questions d'ordre général concernant les dispositions de cet arrangement.

Elle sera composée au maximum de trois représentants du Gouvernement Royal Néerlandais et de trois représentants du Gouvernement Italien.

Chaque partie aura le droit de se faire assister par des experts.

Art. 14

Le présent arrangement entrera en vigueur à la date de sa signature; il aura la durée de deux ans et sera considéré prorogé automatiquement d'année en année, s'il ne sera pas dénoncé, par écrit, par l'une ou l'autre partie, trois mois avant la date de son échéance. Il restera toutefois en vigueur pour les ouvriers italiens qui ont été recrutés en vertu de cet arrangement.

Fait à Rome, le 4 décembre 1948

Pour le Gouvernement Royal Néerlandais
W DE BYLANDT

Pour le Gouvernement Italien
L. VIDAU

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Annexe concernant l'application de l'arrangement entre l'Italie et les Pays-Bas relatif à l'engagement d'ouvriers italiens pour le travail de fond dans les mines néerlandaises.

Art. 1

Le départ des ouvriers italiens et leur mise au travail dans les Pays-Bas auront lieu, dans la mesure du possible, à la cadence de 100 personnes par mois.

Art. 2

Le recrutement sera effectué parmi les ouvriers âgés de dixneuf à trente ans désireux de travailler dans les mines néerlandaises.

La Commission néerlandaise pourra porter l'âge limite à 35 ans, s'il s'agit de mineurs qualifiés.

Art. 3

L'examen médical complet se fait en Italie par les médecins de la Commission néerlandaise de sélection. Cet examen décide également de l'admission ou du refus d'admission des candidats à la Caisse de secours des mineurs (A.M.F.).

La Commission se compose de fonctionnaires représentant les Autorités néerlandaises et les mines néerlandaises ainsi que d'interprètes. Un représentant de l'Office du Travail italien pourra assister aux opérations de sélection.

Le Gouvernement Italien fournira aux ouvriers tous les renseignements communiqués par les mines néerlandaises sur les conditions de vie et de travail dans ces mines.

La Commission est autorisée à donner ses informations aux ouvriers italiens dans les Offices de Travail et à proposer à ces Offices des ouvriers désireux de travailler dans les mines néerlandaises. Les Autorités italiennes feront parvenir à la Commission, par l'intermédiaire de la Légation des Pays-Bas à Rome, les listes des candidats recrutés.

Les Autorités italiennes convoqueront les ouvriers proposés pour la sélection à la date qui sera fixée d'accord avec la Commission.

La Commission examinera dans le plus bref délai possible l'aptitude au travail des ouvriers.

La Commission remettra aux Autorités italiennes les listes des ouvriers acceptés pour la mise au travail aux Pays-Bas.

Le modèle de ces listes sera établi de commun accord.

Les ouvriers acceptés signeront leur contrat avant de quitter le centre de sélection pour les Pays-Bas.

Les formulaires nécessaires aux recrutements seront mis à disposition par les mines néerlandaises, rédigés en langue néerlandaise et italienne.

Dans les Communes où il sera possible et où les Offices de Travail ont leur siège, les Autorités italiennes se chargent de:

1° mettre à disposition des locaux convenables pour l'examen médical;

2° prendre les dispositions nécessaires à ce que l'examen du sang (réaction Meinicke ou réaction de Citrocol et sédimentation des globules du sang) puisse avoir lieu;

3° prendre les dispositions nécessaires à ce que la radioscopie et éventuellement une radiographie des ouvriers présentés pour la sélection puissent avoir lieu à la présence du médecin néerlandais;

4° mettre à disposition des locaux convenables pour la sélection professionnelle des ouvriers italiens. Afin de faciliter sa tâche, les Autorités italiennes muniront la Commission de sélection d'une lettre d'introduction auprès des Autorités provinciales.

Art. 4

Les ouvriers recrutés devront être munis au moins de six photografies bien ressemblantes, format passeport.

Avant leur départ les ouvriers mariés devront être munis d'un extrait de l'acte de naissance et de l'état de famille, comprenant le nom et l'âge de tous les membres de la famille à leur charge.

L'extrait de l'état de famille devra être renouvellé annuellement.

Les ouvriers non mariés devront être munis d'un extrait de l'acte de naissance et s'ils ont des personnes à leur charge, d'une déclaration y relative.

Les ouvriers devront être munis d'un extrait du casier judiciaire et devront indiquer par écrit l'adresse d'une des personnes de famille.

Au moment de leur arrivée aux Pays-Bas les ouvriers italiens recevront une somme de 25 florins néerlandais pour les premières dépenses, à titre d'anticipation sur la prime de 35 florins, qui leur sera payée après 25 jours de travail.

Art. 5

Tous les règlements concernant les salaires et les conditions de travail seront établis d'entente avec les syndicats ou par une organisation représentative de droit public.

De même que les ouvriers néerlandais les ouvriers italiens doivent s'engager à faire tous les travaux de fond selon leur aptitude et selon la catégorie professionnelle pour laquelle ils ont été engagés.

Art. 6

Les mines néerlandaises s'engagent à communiquer aux Autorités italiennes, sur leur demande, toute variation relative aux salaires, aux suppléments de salaires, aux congés, au régime des allocations familiales, aux assurances sociales, aux retenues et tout autre renseignement concernant les mineurs.

Art. 7

Les mines néerlandaises, où les ouvriers italiens seront mis au travail, prendront toutes les mesures nécessaires afin de former professionnellement les ouvriers recrutés. On leur donnera toute information nécessaire et utile concernant la fixation et le payement de salaires et les réclamations. A cet effet de bons interprètes seront disponibles dans chaque entreprise.

En outre les règlements de travail seront affichés en langue italienne à côté du texte original néerlandais.

Art. 8

Les ouvriers italiens qui se rendent en Italie pour y passer la période du congé payé, auront droit à un supplément de congé non payé pour la période nécessaire pour accomplir le voyage.

Art. 9

L'ouvrier a le droit de résilier le contrat avant le terme, si la mine néerlandaise où il est engagé, n'observe pas les conditions du présent arrangement, les conditions du contrat ou le règlement de travail.

Art. 10

Les mines néerlandaises peuvent congédier les ouvriers pour les causes suivantes:

a) s'il résulte qu'ils ont intentionnellement donné par écrit des informations fausses sur leur qualification professionnelle, leur état de santé ou leur état civil ou bien s'ils ont intentionnellement omis de donner des informations essentielles sur ces points;

b) s'il résulte, après leur embauchage, qu'ils sont inaptes au travail dans les mines (angoisse, hystérie, psychopathie, épilepsie);

c) si après leur mise au travail ils ne sont pas aptes au travail pour une cause très grave autre que celle de maladie;

d) si par suite du travail de fond ils ne sont plus aptes à ce travail et lorsque, après un examen médical favorable, ils n'acceptent pas le travail du jour;

e) s'ils sont atteints d'une maladie chronique, qui empêche le travail et qui n'est pas causée par le travail accompli dans les mines néerlandaises et cela sans préjudice des prestations économiques et sanitaires auxquelles ils ont droit;

f) s'ils se procurent intentionnellement l'inaptitude au travail de fond et du jour dans les mines néerlandaises ou s'ils refusent de se soumettre au traitement prescrit par la Caisse de secours des mineurs en vue d'éviter leur invalidité;

g) s'ils rompent leur contrat sans justification ou s'ils manquent d'une façon grave aux engagements du contrat.

Art. 11

Pour la pension complète dans les logements de mineurs les ouvriers payent actuellement un montant de fl. 1,40 par jour.

Les ouvriers qui travaillent pendant trois mois au minimum au fond des mines néerlandaises ne payeront pas la pension due pour le premier mois.

Les ouvriers qui sont logés dans une pension privée reçoivent pour le premier mois une indemnité au maximum de fl. 48.

L'administrateur de chaque logement de mineurs reçoit pour la nourriture de chaque ouvrier de fond des provisions supplémentaires dans la mesure du 150 % en plus du rationnement normal.

Rome, le 4 décembre 1948

Pour le Gouvernement Royal Néerlandais
W. DE BYLANDT

Pour le Gouvernement Italien
L. VIDAU

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 4 décembre 1948

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de V. E. — en me référant à l'arrangement entre l'Italie et les Pays-Bas relatif à l'engagement d'ouvriers italiens pour le travail de fond dans les mines néerlandaises — que le Gouvernement Italien aimerait connaître si les dispositions suivantes rencontrent l'assentiment du Gouvernement Royal Néerlandais.

Au cas où l'application de l'arrangement provisoire du 30 juin 1948, prévue dans l'article de l'accord mentionné plus haut, entraînerait des retards de payement ou d'autres difficultés qui s'accordent mal avec l'urgence des payements, qui ont un caractère d'alimentation, le payement aux ayants-droit résidant en Italie, des allocations familiales, des primes aux enfants, des rentes et des indemnités pour accidents de travail ou maladies professionnelles et des pensions d'invalidité, de vieillesse et aux survivants, sera réglé par les modalités suivantes:

1° Les caisses d'assurances et les organismes administratifs, qui se sont engagés à exécuter ces prestations à l'égard des ouvriers italiens ou de leur famille résidant au dehors du territoire des Pays-Bas, pourront s'en acquitter en transférant les montants relatifs directement aux ayants-droit par mandat postal international.

2° Au cas où les ayants-droit résident en Italie les caisses d'assurances et les organismes administratifs néerlandais pourront charger les Etablissements d'assurances sociales italiens des payements des dites prestations. A cet effet les organismes intéressés pourront conclure préalablement des arrangements qui doivent cependant être soumis à l'approbation des autorités administratives compétentes.

3° Les Caisses d'assurances et les organismes administratifs débiteurs pourront s'adresser pour les certificats administratifs et sanitaires nécessaires (survivance, nombre de personnes à charge, changements dans les conditions physiques ou psychiques des ayants-droit etc.), soit aux Autorités diplomatiques et consulaires soit aux Etablissements d'assurances sociales italiens avec lesquels ils pourront correspondre directement dans la limite des arrangements mentionnés au N. 2.

Je vous serais gré de bien vouloir me confirmer si le Gouvernement Royal Néerlandais est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

VIDAU

Son Excellence
le Conte Willen DE BYLANDT
Ministre des Pays-Bas ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 4 décembre 1948

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date d'aujourd'hui vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de V. E. — en me référant à l'arrangement entre l'Italie et les Pays-Bas relatif à l'engagement d'ouvriers italiens pour le travail de fond dans les mines néerlandaises — que le Gouvernement Italien aimerait connaître si les dispositions suivantes rencontrent l'assentiment du Gouvernement Royal Néerlandais.

Au cas où l'application de l'arrangement provisoire du 30 juin 1948, prévue dans l'article de l'accord mentionné plus haut, entraînerait des retards de payement ou d'autres difficultés qui s'accordent mal avec l'urgence des payements, qui ont un caractère d'alimentation, le payement aux ayants-droit résidant en Italie, des allocations familiales, des primes aux enfants, des rentes et des indemnités pour accidents de travail ou maladies professionnelles et des pensions d'invalidité, de vieillesse et aux survivants, sera réglé par les modalités suivantes:

1° Les caisses d'assurances et les organismes administratifs, qui se sont engagés à exécuter ces prestations à l'égard des ouvriers italiens ou de leur famille résidant au dehors du territoire des Pays-Bas, pourront s'en acquitter en transférant les montants relatifs directement aux ayants-droit par mandat postal international.

2° Au cas où les ayants-droit résident en Italie les caisses d'assurances et les organismes administratifs néerlandais pourront charger les Etablissements d'assurances sociales italiens des payements des dites prestations. A cet effet les organismes intéressés pourront conclure préalablement des arrangements qui doivent cependant être soumis à l'approbation des autorités administratives compétentes.

3° Les Caisses d'assurances et les organismes administratifs débiteurs pourront s'adresser pour les certificats administratifs et sanitaires nécessaires (survivance, nombre de personnes à charge, changements dans les conditions physiques ou psychiques des ayants-droit etc.), soit aux Autorités diplomatiques et consulaires soit aux Etablissements d'assurances sociales italiens avec lesquels ils pourront correspondre directement dans la limite des arrangements mentionnés au N. 2.

Je vous serais gré de bien vouloir me confirmer si le Gouvernement Royal Néerlandais est d'accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Royal Néerlandais est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

DE BYLANDT

Son Excellence
le Ministre Luigi VIDAU
Directeur Général de l'Emigration
Ministère des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Arrangement spécial concernant les assurances contre les conséquences de maladie ou de tuberculose pour les membres des familles en Italie des ouvriers employés dans les mines néerlandaises.

Le Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale en Italie, d'une part, et

de Directie van de Staatsmijnen in Limburg, et

de Directie van de N. V Mij. tot Exploitatie van Limburgse Steenkolenmijnen genaamd Oranje Nassau Mijnen,

de Directie van de N. V. Nederlandse Steenkolenmijnen « Willem-Sophia »,

de Directie van de Maatschappij tot Exploitatie der Steenkolenmijnen Laura en Vereeniging,

de Directie van de Domaniale Mijn Maatschappij N. V.;

lesquelles sont mises sous gestion du Dr. Ir. Ch. Th. Groothoff, Beheerder van de Neerlandse Steenkolenmijnen, représenté par l'Ingénieur en chef des Mines de l'Etat, M. A. Paulen, d'autre part,

ont établi le présent arrangement pour l'exécution du dernier alinéa de l'art. 5 de l'arrangement signé le 4 décembre 1948 entre l'Italie et les Pays-Bas relatif à l'engagement d'ouvriers italiens pour le travail de fond dans les mines néerlandaises:

I. Les Autorités italiennes veilleront à ce que les membres des familles restés en Italie, des ouvriers italiens embauchés dans les mines néerlandaises, soient soumis à un régime convenable d'assurance maladie ou tuberculose.

II. On entend par membre de famille:

a) la femme;

b) les enfants légitimes ou légitimés au dessous de 16 ans;

c) les enfants légitimes ou légitimés au dessus de 16 ans, qui sont inaptes d'une façon permanente à se procurer les moyens de subsistance à la suite d'une maladie ou d'invalidité.

Dans les conditions précédentes sont assimilés aux enfants: les enfants légitimes ou légitimés nés d'un précédent mariage de la femme, les neveux, les pupils dont l'ouvrier a été nommé tuteur par l'autorité judiciaire, ainsi que les frères et les soeurs de l'ouvrier dont le père est mort.

III. Les Directions des mines néerlandaises verseront aux Autorités italiennes une indemnité pour le maintien des assurances mentionnées au N. I. Cette indemnité sera au maximum de fl. 2,50 par mois pour chaque membre de famille rentrant dans une des catégories

mentionnées au N. II. La qualité de membre de famille devra résulter d'un document délivré par les Autorités italiennes.

Rome, le 4 décembre 1948

Pour le Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale
FILIPPO TUCCI

Pour les Directions des Mines Néerlandaises
GROOTHOFF

Directie Staatsmijnen in Limburg
Mines Néerlandaises sous gestion
PAULEN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale en Italie d'une part, et

de Directie van de Staatsmijnen in Limburg, et

de Directie van N. V My Exploitatie van Limburgsche Steenkolenmijnen genaamd Oranje Nassau Mijnen,

de Directie van de N. V. Nederlandsche Steenkolenmijnen Willem-Sophia,

de Directie van de Maatschappy tot Exploitatie der Steenkolenmijnen Laura en Vereeniging,

de Directie van de Domaniale Mijn Maatschappij N. V.;

lesquelles sont mises sous gestion du Dr. Ir. Ch. Th. Groothoff, Beheerder van de Nederlandsche Steenkolen mijnen, représenté par l'Ingénieur en chef des Mines de l'Etat, Monsieur A. Paulen, d'autre part,

ont établi le présent arrangement pour l'exécution du dernier alinéa de l'art. 3 de l'arrangement signé le 4 décembre 1948, entre l'Italie et les Pays-Bas relatif à l'engagement d'ouvriers italiens pour le travail de fond dans les mines néerlandaises.

Pour chaque ouvrier qui sera parti pour les Pays-Bas, les mines néerlandaises payeront au Ministère du Travail Italien la somme forfaitaire de treize mille lires.

Ce forfait sera réduit de deux mille lires par ouvrier si le visa français sera aboli.

Rome, le 4 décembre 1948

Pour les Autorités Italiennes:
Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale
FILIPPO TUCCI

Pour les Directions des Mines Néerlandaises
GROOTHOFF

Directie Staatsmijnen in Limburg
Mines Néerlandaises sous gestion
PAULEN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 gennaio 1950, n. 30.

Approvazione del nuovo statuto organico della « Fondazione colonnello Carlo Amione ».

N. 30. Decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per la difesa, viene approvato il nuovo statuto organico della « Fondazione colonnello Carlo Amione ».

Visto, *il Guardasigilli:* PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 febbraio 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 gennaio 1950, n. 31.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Leopoldo, in località Albinatico del comune di Ponte Buggianese (Pistoia).

N. 31. Decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Pescia in data 2 ottobre 1946, integrato con dichiarazione 24 novembre 1947, relativo alla erezione della parrocchia di San Leopoldo, in località Albinatico del comune di Ponte Buggianese (Pistoia).

Visto, *il Guardasigilli:* PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 febbraio 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 gennaio 1950, n. 32.

Riconoscimento della personalità giuridica della Casa religiosa di San Giovanni Bosco, denominata « Oratorio don Bosco », con sede nel comune di San Donà (Venezia).

N. 32. Decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Casa religiosa di San Giovanni Bosco, denominata « Oratorio don Bosco », con sede nel comune di San Donà (Venezia), intendendosi l'ente stesso autorizzato ad accettare la donazione disposta in suo favore da monsignor Luigi Saretta, consistente in un fabbricato con annesso appezzamento di terreno, valutato L. 13.017.600.

Visto, *il Guardasigilli:* PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 febbraio 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 settembre 1949.

Riconoscimento della personalità giuridica alla Fondazione ing. Roberto Almagià, con sede in Roma.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 12 del Codice civile;

Vista la domanda in data 11 febbraio 1948, con la quale il presidente della Fondazione ing. Roberto Almagià, con sede in Roma, piazza Santi Apostoli n. 73, chiede il riconoscimento della personalità giuridica della Fondazione stessa;

Visto l'atto costitutivo della predetta Fondazione a rogito notar Alberto Misurale, coadiutore del notaio Antonio Russo Ajello, in data 12 dicembre 1947, n. 9075, nonchè l'allegato statuto;

Considerato che la Fondazione in parola ha lo scopo di onorare e perpetuare la memoria dell'ing. Roberto Almagià con l'attuare, promuovere e secondare le inizia-

tive dirette all'elevazione tecnica e culturale dei dipendenti di imprese edilizie e di coloro che si dedicano alla edilizia ed al miglioramento e al progresso dell'arte e della tecnica costruttiva, con l'istituire borse di studio per i meno abbienti e col creare e migliorare le scuole professionali dell'arte edilizia;

Considerato che tali fini sono di pubblica utilità, e che i mezzi finanziari già assicurati alla Fondazione risultano fin da ora sufficienti ad un sia pur modesto conseguimento dei fini medesimi;

Visto il voto n. 205 in data 11 marzo 1949, con il quale il Consiglio di Stato, all'uopo interpellato, ha espresso parere favorevole in merito al chiesto riconoscimento giuridico, subordinatamente ad una parziale modifica dell'art. 8 dello statuto;

Ritenuto che il citato art. 8 dello statuto è stato modificato in conformità del parere espresso dal Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione e del Ministro per l'industria e per il commercio;

Decreta:

E' riconosciuta la personalità giuridica alla Fondazione ing. Roberto Almagià, con sede in Roma, piazza Santi Apostoli n. 73, e ne è approvato lo statuto.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 23 settembre 1949

EINAUDI

TUPINI — GONELLA — LOMBARDO

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 febbraio 1950
Registro Lavori pubblici n. 3, foglio n. 96. — DEL GOBBO

(768)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 19 gennaio 1950.

Sostituzione del liquidatore della Cooperativa Anonima Società Edilizia « C.A.S.E. », con sede in Napoli.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 22 luglio 1939, con il quale la Cooperativa Anonima Società Edilizia « C.A.S.E. », con sede in Napoli, fu posta in liquidazione coatta a norma del regio decreto-legge 28 novembre 1938, n. 1981, e fu nominato liquidatore l'avv. Carlo Minozzi;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 15 novembre 1946, con il quale il suddetto liquidatore fu sostituito nell'incarico, a seguito di dimissioni, con l'avv. Ugo Rodinò;

Considerato che l'avv. Rodinò in data 23 novembre 1949 è deceduto;

Ritenuta la necessità di provvedere, sotto la predetta data, alla sua sostituzione, onde assicurare alla liquidazione dell'ente la continuità delle operazioni;

Vista la nota del Prefetto di Napoli in data 15 dicembre 1949, con la quale a sostituire l'avv. Rodinò viene segnalato l'avv. Flaminio Longo;

Sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale;

Decreta:

L'avv. Flaminio Longo è nominato, con effetto dal 23 novembre 1949, liquidatore della Cooperativa Anonima Società Edilizia « C.A.S.E. », con sede in Napoli, in sostituzione del defunto avv. Ugo Rodinò.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 19 gennaio 1950

EINAUDI

FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 febbraio 1950
Registro Lavoro e previdenza n. 3, foglio n. 362. — LAMICELA

(713)

DECRETO MINISTERIALE 30 novembre 1949.

Sostituzione di un membro e del segretario del Consiglio di amministrazione per il personale del lotto.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 75 del regio decreto-legge 19 ottobre 1938, n. 1933, convertito in legge, con modificazioni, dalla legge 5 giugno 1939, n. 973, che istituisce un Consiglio di amministrazione per la promozione dei ricevitori e degli aiuto ricevitori del lotto e ne determina la composizione;

Visto l'art. 1 del decreto legislativo Presidenziale 27 giugno 1946, n. 122, che modifica l'art. 75 predetto;

Visto il decreto Ministeriale n. 22998 del 5 novembre 1948, registrato alla Corte dei conti il 28 dicembre 1948, registro Finanze n. 13, foglio n. 371, con il quale venne provveduto alla ricostituzione del Consiglio di amministrazione per il personale del lotto;

Ritenuta la necessità di procedere ad alcune modifiche nella composizione del suddetto Consiglio di amministrazione, in dipendenza dell'assegnazione all'Ispettorato generale per il lotto e le lotterie, Divisione lotto, del capo divisione dott. Gioia Giovanni e del capo sezione dott. Bifulco Giuseppe e del passaggio ad altro servizio di detto Ispettorato del capo sezione dott. De Blasi Ernesto e del consigliere dott. Torre Pietro;

Decreta:

Il dott. Gioia Giovanni, capo divisione del Ministero delle finanze in servizio presso l'Ispettorato generale per il lotto e le lotterie, è nominato, a decorrere dal 1° dicembre 1949, membro del Consiglio di amministrazione per il personale del lotto in sostituzione del capo sezione dott. De Blasi Ernesto, che cessa dall'incarico dalla stessa data.

Il dott. Bifulco Giuseppe, capo sezione del Ministero delle finanze in servizio presso l'Ispettorato generale per il lotto e le lotterie, è nominato, a decorrere dal 1° dicembre 1949, segretario del Consiglio di amministrazione per il personale del lotto, in sostituzione del consigliere dott. Torre Pietro, che cessa dall'incarico dalla stessa data.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 novembre 1949

p. *Il Ministro*: CASTELLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 gennaio 1950
Registro Finanze n. 2, foglio n. 237

(728)

DECRETO MINISTERIALE 2 gennaio 1950.

Disposizioni concernenti lo svolgimento di lotterie, tombole e pesche o banchi di beneficenza per l'anno 1950.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 1 del decreto legislativo Presidenziale 27 giugno 1946, n. 122, riguardante modificazioni alla legge sul lotto pubblico;

Ritenuto che occorre determinare quante lotterie, tombole e pesche di beneficenza potranno essere autorizzate durante l'anno 1950 per ciascuna Intendenza di finanza del territorio nazionale;

Determina:

Le Intendenze di finanza qui sotto indicate sono autorizzate a concedere durante l'anno 1950, agli enti che ne facciano richiesta lo svolgimento di lotterie, tombole e pesche o banchi di beneficenza, di cui all'art. 1 del citato decreto legislativo Presidenziale, nei limiti a fianco di ciascuna di esse indicate:

INTENDENZA DI FINANZA	Lotterie	Pesche o banchi di beneficenza	Tombole
Agrigento	—	—	3
Alessandria	6	25	3
Ancona	10	25	15
Aosta	2	10	5
Apuania	6	8	3
Aquila	5	5	4
Arezzo	6	8	16
Ascoli Piceno	14	20	72
Asti	6	10	2
Avellino	4	6	6
Bari	2	10	2
Belluno	8	15	1
Benevento	6	2	2
Bergamo	6	20	2
Bologna	18	25	10
Bolzano	1	4	2
Brescia	15	25	5
Brindisi	2	6	2
Cagliari	15	8	—
Caltanissetta	4	—	—
Campobasso	1	3	—
Caserta	6	3	—
Catania	3	5	—
Catanzaro	6	10	—
Chieti	5	15	15
Como	2	20	2
Cosenza	5	10	—
Cremona	8	25	2
Cuneo	5	20	—
Enna	3	8	2
Ferrara	4	15	25
Firenze	7	15	3
Foggia	3	10	—
Forlì	10	8	6
Frosinone	5	10	40
Genova	20	60	5
Gorizia	3	25	20
Grosseto	10	20	20
Imperia	3	6	—
La Spezia	15	17	1
Latina	15	5	45
Lecce	8	5	—
Livorno	5	10	15
Lucca	8	18	8
Macerata	15	15	70
Mantova	15	10	5
Matera	2	1	—
Messina	4	4	2
Milano	10	50	—
Modena	6	15	3
Napoli	8	10	—
Novara	10	35	—
Nuoro	8	6	2
Padova	3	15	20
Palermo	6	6	1
Parma	20	25	3
Pavia	7	20	3
Perugia	20	30	30
Pesaro	6	4	8
Pescara	8	15	30
Piacenza	5	30	—
Pisa	10	15	20
Pistoia	8	12	22
Potenza	4	2	—
Ragusa	2	2	2
Ravenna	10	12	12
Reggio Calabria	5	12	—
Reggio Emilia	15	12	2
Rieti	5	10	15
Roma	30	30	130
Rovigo	4	5	30
Salerno	6	12	—
Sassari	10	25	2
Savona	3	25	—
Siena	5	20	5
Siracusa	5	2	4
Sondrio	3	5	1
Taranto	8	8	—
Teramo	10	5	30
Terni	10	15	60
Torino	10	30	2
Trapani	3	14	2
Trento	10	25	5
Treviso	4	30	20
Udine	5	45	30
Varese	10	20	—
Venezia	5	15	12
Vercelli	5	20	—
Verona	12	20	8
Vicenza	15	30	30
Viterbo	3	7	100

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 2 gennaio 1950.

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 gennaio 1950
Registro n. 2, foglio n. 238.

(697)

DECRETO MINISTERIALE 10 gennaio 1950.

Trasferimento del comune di Mairago dalla circoscrizione degli Uffici finanziari di Sant'Angelo Lodigiano a quelli di Lodi.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 3 del regio decreto 1° luglio 1937, n. 1083, recante espressa delega al Ministro per le finanze di apportare le necessarie variazioni alle circoscrizioni finanziarie;

Visto il decreto Ministeriale 26 luglio 1937, registrato alla Corte dei conti il 3 novembre 1937, registro n. 11, foglio n. 32, con il quale è stata approvata la tabella degli Uffici distrettuali delle imposte dirette e degli Uffici del registro;

Ritenuta l'opportunità di modificare le attuali circoscrizioni degli Uffici delle imposte dirette e del registro di Sant'Angelo Lodigiano al fine di assicurare ai contribuenti del comune di Mairago un migliore accesso agli uffici finanziari per la maggiore vicinanza e facilità di mezzi di comunicazione di tale Comune alla sede di Lodi;

Decreta:

Il comune di Mairago viene trasferito dalla circoscrizione dell'Ufficio distrettuale delle imposte dirette e dell'Ufficio del registro di Sant'Angelo Lodigiano a quella dei corrispondenti uffici di Lodi.

Roma, addì 10 gennaio 1950

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 gennaio 1950
Registro Finanze n. 2, foglio n. 285. — LESEN

(709)

DECRETO MINISTERIALE 6 febbraio 1950.

Istituzione nella provincia di Udine, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Udine e comunicate al Ministero con nota n. 1091 in data 25 gennaio 1950;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Udine, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Pittino Giuseppe, rappresentante del Genio civile;

Scagnetti Eugenio, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Prof. Miniscalco Valentino, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Ruffini Antonio, Bier Amilcare, Chiappolino Umberto, Feruglio Eldo, Maieron Igino, Urli Giuseppe e dott. Bombi Guido, rappresentanti dei lavoratori;

Dott. Grillo Ermanno, Miani Norino, Botto Danilo e prof. Cuttini Bruno, rappresentanti dei datori di lavoro;

Ortensi Antonino, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 febbraio 1950

Il Ministro: MARAZZA

(715)

DECRETO MINISTERIALE 6 febbraio 1950.

Istituzione nella provincia di Ascoli Piceno, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Ascoli Piceno e comunicate al Ministero con note n. 700 e n. 1989 rispettivamente dell'8 novembre 1949 e 1° febbraio 1950;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Ascoli Piceno, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Ing. Condrò Adolfo, rappresentante del Genio civile;

Ing. Tomassini Giuseppe, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Aleandri Domenico, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Peroni Giuseppe, Sassetti Mario, Mancini Giuseppe, Marini Oscar, Monterubbiano Nello, Felicetti Arduino e Moretti Vasco, rappresentanti dei lavoratori;

Crispo Pasquale, geom. Benigni Emilio, Papetti Vittorio e Liberati Giuseppe, rappresentanti dei datori di lavoro;

Merletti Gaetano, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 febbraio 1950

Il Ministro: MARAZZA

(717)

DECRETO MINISTERIALE 6 febbraio 1950.

Istituzione nella provincia di Alessandria, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, della Commissione provinciale per il collocamento.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, sui provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Alessandria e comunicate al Ministero con nota n. 1770 in data 31 gennaio 1950;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita nella provincia di Alessandria, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro.

Membri:

Geom. Aymone Michele, rappresentante del Genio civile;

Rag. Norandi Benedetto, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Moncalvo Celestino, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Borri Italo, De Micheli Ernesto, Balbi Pietro, Buffarello Alberto, Gasparino Mario, dott. Crosio Michele e Ferraris Francesco, rappresentanti dei lavoratori;

Dott. Pilati Silla, dott. Frati Carlo, rag. Martinelli Giovanni e rag. Pasino Giacomo, rappresentanti dei datori di lavoro;

Dott. Guidobono Guido, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 febbraio 1950

Il Ministro: MARAZZA

(718)

DECRETO MINISTERIALE 22 febbraio 1950.

Sostituzione del commissario straordinario della Sottocommissione per l'industria dell'Italia settentrionale, in Milano.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 27 dicembre 1940, n. 1728, convertito nella legge 20 marzo 1941, n. 384;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 30 settembre 1947, n. 1032;

Visti i decreti Ministeriali 6 giugno 1946, 3 novembre 1947, 21 aprile 1948, 29 luglio 1948 e 29 luglio 1949, concernenti l'ordinamento ed il funzionamento della Commissione centrale per l'industria e delle Sottocommissioni dipendenti;

Visto il decreto Ministeriale 30 luglio 1949, col quale vennero prorogati i poteri conferiti all'ing. Gino Martinoli quale commissario straordinario della Sottocommissione per l'industria dell'Italia settentrionale, in Milano;

Vista la lettera 31 agosto 1949, con la quale l'ingegnere Gino Martinoli ha chiesto di essere esonerato dalla carica predetta;

Decreta:

Il dott. Franco Marinone è nominato commissario straordinario della Sottocommissione per l'industria dell'Italia settentrionale, in Milano, in sostituzione dell'ing. Gino Martinoli, dimissionario.

Roma, addì 22 febbraio 1950

Il Ministro: TOGNI

(804)

RELAZIONE e DECRETO DEL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PESCARA 10 febbraio 1950.

Proroga della gestione commissariale del comune di Civitaquana.

Relazione illustrativa al decreto di proroga della gestione commissariale del comune di Civitaquana.

Con decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1949, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 262 del 15 novembre 1949, venne sciolto il Consiglio comunale di Civitaquana e nominato commissario straordinario per la provvisoria amministrazione del Comune stesso il consigliere di prefettura dott. Filippo Griffi.

Il commissario ha iniziato e in parte condotto a termine il riordinamento degli uffici e dei servizi municipali, che per la lunga incuria dei cessati amministratori, erano rimasti in uno stato di diplorevole abbandono.

E' stata — in particolare — iniziata l'opera fondamentale di risanamento della grave situazione finanziaria della civica azienda, il cui dissesto, che ha le sue origini nel caos amministrativo creato dalla insipienza dello sciolto Consiglio comunale, determinò in gran parte la tensione di animi sfociata nella nota manifestazione di piazza del 17 agosto u. s.

Sono stati promossi e sono attualmente in corso di definizione importanti giudizi di responsabilità a carico dei cessati amministratori.

E' stata, peraltro, programmata una serie completa di opere pubbliche indifferibili ed urgenti e parte di esse è in corso di realizzazione.

Ora, una eventuale cessazione della gestione commissariale pregiudicherebbe notevolmente la soluzione dei citati problemi, che sono tra i più salienti di quelli in corso di attuazione, con rilevante nocumento del pubblico interesse.

Perciò si è reso necessario prorogare di tre mesi la gestione stessa, al che si è provveduto con decreto prefettizio in data odierna, ai sensi dell'art. 103 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839, richiamato in vigore dall'art. 25 della legge 9 giugno 1947, n. 530.

Pescara, addì 10 febbraio 1950

Il prefetto: MOZZI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PESCARA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 26 ottobre 1949, con il quale venne disposto lo scioglimento del Consiglio comunale di Civitaquana e nominato commissario straordinario per la provvisoria amministrazione del Comune il consigliere di prefettura dott. Filippo Griffi;

Considerato che il predetto commissario si è insediato nella carica il 17 novembre 1949 e che pertanto col 17 febbraio 1950 viene a scadere il termine di tre mesi stabilito, per la durata della gestione commissariale, dall'art. 323 del testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148;

Ritenuta la necessità, per esigenze di carattere amministrativo ed ambientale, che la gestione commissariale venga prorogata di tre mesi;

Visto l'art. 103 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839, richiamato in vigore dall'art. 25 della legge 9 giugno 1947, n. 530;

Decreta:

La gestione commissariale del comune di Civitaquana, affidata al consigliere di prefettura dott. Filippo Griffi, è prorogata di tre mesi a decorrere dal 17 febbraio 1950.

Pescara, addì 10 febbraio 1950

Il prefetto: MOZZI

(771)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Provvedimento n. 213 del 23 febbraio 1950 riguardante i prezzi degli anticrittogamici a base di rame e l'ammissione a rimborso dell'onere termico.

Il Comitato interministeriale dei prezzi, con provvedimento n. 213 del 23 febbraio 1950 ha adottato le seguenti decisioni:

PREZZO DEGLI ANTICRITTOGAMICI

1. — A modifica delle disposizioni contenute nella circolare n. 154 del 25 febbraio 1949 vengono fissati i seguenti prezzi massimi di vendita dal produttore:

solfato di rame, titolo 98/99%: L. 10.500 al q.le;
ossicloruro di rame, titolo 17 %: L. 9600 al q.le.

I suddetti prezzi si intendono per qualsiasi quantitativo, per merce insaccata, peso lordo per netto, resa su mezzo di trasporto franco fabbrica, escluso imballaggio da fatturare al costo, se non fornito dall'acquirente.

2. — Le maggiorazioni massime per la vendita al consumo previste nella circolare n. 48 del 4 febbraio 1948 sono ridotte a L. 100 al q.le per il grossista e a L. 400 al q.le per il dettagliante.

3. — E' confermata la facoltà, prevista con la circolare n. 59 del 21 febbraio 1948, a favore degli agricoltori singoli od associati, di rifornirsi direttamente in fabbrica sempre che i ritiri a mezzo ferrovia, non siano inferiori al vagone completo e quelli con mezzi dell'acquirente non siano inferiori a 50 q.li.

I produttori degli anticrittogamici dovranno applicare nelle suddette vendite prezzi non superiori a quelli indicati al precedente punto 1, con l'aggiunta al massimo del compenso di L. 100 al q.le previsto per il grossista.

4. — Si confermano le precedenti disposizioni che non siano state modificate con la presente circolare.

AMMISSIONE A RIMBORSO DELL'ONERE TERMICO

Nell'elenco di cui al comma c) del pragrafo i della circolare n. 208 del 4 gennaio 1950 (*Gazzetta Ufficiale* n. 11 del 14 gennaio 1950) è aggiunta la Società Anonima Forza e Luce di Licata (Agrigento) per la centrale di Licata.

(798)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di buoni del Tesoro

(3ª *pubblicazione*). Avviso n. 10.

In conformità dell'art. 15 del regolamento 8 giugno 1913, numero 700, ed art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che è stato denunziato lo smarrimento dei buoni del Tesoro novennali 1949 5 % serie C, n. 762, capitale nominale L. 40.000; serie D, n. 781, capitale nominale L. 4000; serie N, n. 394, capitale nominale L. 500; intestati a Crespi Rinaldo fu Emilio, minore sotto la patria potestà della madre Vescia Adele di Rinaldo ved. Crespi, domiciliato a Milano, con usufrutto a quest'ultima e col pagamento degli interessi in Milano.

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano presentate opposizioni, ai sensi dell'art. 15 del menzionato regolamento, si provvederà all'emissione dei nuovi buoni al nome del suddetto titolare.

Roma, addì 14 ottobre 1949

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4193)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 41

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 28 febbraio 1950

	Dollaro	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,80	145 —
» Firenze	624,90	145,25
» Genova	624,80	145 —
» Milano	624,80	145 —
» Napoli	—	—
» Roma	624,75	144,95
» Torino	624,80	145,25
» Trieste	624,80	144,75
» Venezia	624,50	145,50

Media dei titoli del 28 febbraio 1950

Rendita 3,50 % 1906	75,175
Id. 3,50 % 1902	74 —
Id. 3 % lordo	47,50
Id. 5 % 1935	97,20
Redimibile 3,50 % 1934	75,80
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	72,25
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	71,50
Id 5 % (Ricostruzione)	93,275
Id. 5 % 1936	93,525
Buoni del Tesoro 5 % (15 settembre 1950)	100,25
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	100,30
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	100,275
Id. 5 % (15 aprile 1951)	100,65
Id. 4 % (15 settembre 1951)	98,75
Id. 5 % convertiti 1951	100,70

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 28 febbraio 1950:

1 dollaro U.S.A.	L. 624,77
1 franco svizzero	» 144,97

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,71	per franco belga
Francia	» 1,81	» franco francese
Norvegia (c/nuovo)	» 87,38	» corona norvegese
Svezia (c/speciale)	» 120,62	» corona svedese
Svizzera c/spese portuali, transito, trasferimenti vari e c/compensazione extra compensazione)	» 144,39	» franco svizzero

MINISTERO DELL'AFRICA ITALIANA

Diffida per smarrimento di quietanze

Il Ministero dell'Africa italiana dichiara che sono andate smarrite a Tripoli, a causa degli eventi bellici, le quietanze di versamento n. 939 in data 4 giugno 1940, per compressive lire 48.000 cap. nom. B.T.O. e n. 72 in data 19 agosto 1940 per L. 35.000 cap. nom. B.T.O., relative a due cauzioni, versate alla Tesoreria provinciale di Tripoli dalla impresa De Paulis Tullio, a garanzia della esecuzione dei lavori di sistemazione straordinaria del tronco Buerat Sirte della litoranea libica e della pista En Nufilia-Nufilia.

(744)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Sostituzione di un componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Agrigento.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del 4 maggio 1948, n. 20401.2/7979, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Agrigento;

Vista la nota del Prefetto di Agrigento, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il medico provinciale dott. Attilio Lo Presti, impedito da motivi di salute, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del medico provinciale dott. Attilio Lo Presti, è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Agrigento, il medico provinciale dott. Alessandro Lupi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 31 gennaio 1950

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(630)

Sostituzione di un componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Catania.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del 24 ottobre 1949, n. 20420.2/12609, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Catania;

Vista la nota del Prefetto di Catania, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il prof. dott. Ettore De Biasi, direttore della clinica ostetrica-ginecologica di Catania, trasferitosi in altra sede, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del prof. dott. Ettore De Biasi, è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Catania, il prof. dott. Francesco Patti, docente in ostetricia e ginecologia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 9 febbraio 1950

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(756)

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nelle provincie di Roma, Viterbo, Frosinone, Latina e Rieti, con sede a Roma.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 30 luglio 1949, n. 20400.1.AG/151, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nelle provincie di Roma, Viterbo, Frosinone, Latina e Rieti, con sede a Roma;

Visto il decreto 8 novembre 1949, n. 20468.2/12847, con il quale è stato sostituito il vice prefetto dott. Leonardo Donato, con il vice prefetto dott. Francesco De Sario nella qualità di presidente della predetta Commissione giudicatrice;

Vista la nota del Prefetto di Roma, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire, nelle stesse funzioni, il vice prefetto dott. Francesco De Sario, impedito da motivi di servizio;

Decreta:

In sostituzione del vice prefetto dott. Francesco De Sario è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nelle provincie di Roma, Viterbo, Frosinone, Latina e Rieti, con sede a Roma, il vice prefetto dott. Pasquale Prestipino.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo delle Prefetture interessate.

Roma, addì 7 febbraio 1950

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(755)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pisa al 30 novembre 1948.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Pisa in data 15 marzo 1949, n. 3885, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1948;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pisa al 30 novembre 1948, è costituita come appresso:

Presidente:
dott. Michele Palumbo, vice prefetto.

Componenti:
dott. Saverio Caputo, medico provinciale;
prof. dott. Giovanni Paroli, docente di clinica ostetrica;
prof. dott. Francesco Cassano, docente in ostetricia;
Bice Morelli, ostetrica condotta.

Segretario:
dott. Corrado Baschieri.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Pisa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 9 febbraio 1950

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(758)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Posti d'impiego d'ordine nelle varie Amministrazioni dello Stato, spettanti ai sottufficiali delle Forze armate (Esercito - Marina - Aeronautica) (Circolare 13 febbraio 1950).

Sono disponibili presso il Ministero del tesoro, nel ruolo degli Uffici provinciali del tesoro, n. 27 (ventisette) posti (gruppo *C*, grado 12°), spettanti a norma delle vigenti disposizioni ai sottufficiali in carriera continuativa che abbiano chiesto, e siano stati riconosciuti idonei, un impiego civile, in base alle vigenti norme sullo stato giuridico dei sottufficiali, e precisamente, all'art. 14 del regio decreto 15 settembre 1932, n. 1514, per i sottufficiali dell'Esercito, all'art. 96 del regio decreto 18 giugno 1931, n. 914, per i sottufficiali della Marina, all'art. 68 e seguenti del regio decreto-legge 3 febbraio 1938, numero 744, per i sottufficiali dell'Aeronautica.

I sottufficiali che intendono concorrere ai suindicati posti dovranno presentare al Corpo di appartenenza, non oltre il 15 aprile 1950, apposita domanda, su carta da bollo da L. 32 (trentadue), nella quale dovrà essere contenuta la dichiarazione di accettazione di qualsiasi residenza.

Le domande dovranno essere subito, ed in ogni caso entro il termine massimo di giorni dodici dalla data di presentazione, trasmessa, dagli enti presso i quali sono in servizio gli interessati, direttamente a questo Ministero (Direzione generale personali civili e affari generali), corredate della copia dei documenti matricolari e caratteristici degli interessati e di uno specchio indicante, al lordo di ogni ritenuta e deduzione, gli assegni di cui essi sono in godimento.

Ai sottufficiali che saranno nominati all'impiego civile compete, in aggiunta degli assegni iniziali del grado 12°, l'eventuale differenza, da riassorbirsi nei successivi aumenti, fra lo stipendio (o l'ammontare della paga giornaliera valutata ad un anno) di cui sono provvisti e lo stipendio assegnato nel grado civile, esclusa ogni indennità di carattere militare, oltre l'indennità di carovita.

La presente vale come notificazione a tutti gli interessati.

Il Ministro: PACCIARDI

(739)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Graduatoria generale del concorso per esami a settantadue posti di ispettore aggiunto di 4ª classe (11°-B) nel ruolo dell'Ispettorato del lavoro, indetto con decreto Ministeriale 5 ottobre 1948.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti i regi decreti 11 novembre 1923, n. 2395, e 30 dicembre 1923, n. 2960, e successive aggiunte e modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 28 dicembre 1931, n. 1684, convertito nella legge 16 giugno 1932, n. 886, e successive aggiunte e modificazioni;

Visto il decreto Ministeriale 5 ottobre 1948, registrato alla Corte dei conti il 30 novembre successivo, registro n. 3 Lavoro e previdenza, foglio n. 253, con il quale è stato indetto un concorso per esami a settantadue posti di ispettore aggiunto di 4ª classe (11°-*B*) del ruolo Ispettorato del lavoro, di cui otto per i periti industriali, quarantotto per i ragionieri e periti commerciali, otto per i geometri e otto per i periti agrari, riservato ai dipendenti di ruolo e non di ruolo del Ministero del lavoro e della previdenza sociale e, per non oltre un ottavo dei posti, delle altre Amministrazioni dello Stato;

Visti gli atti e la relazione finale della Commissione giudicatrice del concorso;

Riconosciuta la regolarità del procedimento;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria del concorso bandito con decreto Ministeriale 5 ottobre 1948 a settantadue posti di ispettore aggiunto di 4ª classe (11°-*B*) del ruolo dell'Ispettorato del lavoro, di cui otto per i periti industriali, quarantotto per i ragionieri e periti commerciali, otto per i geometri e otto per i periti agrari, riservato ai dipendenti di ruolo e non di ruolo del Ministero del lavoro e della previdenza sociale e, per non oltre un ottavo dei posti, delle altre Amministrazioni dello Stato:

1. Orsini Emma, ragioniera	punti	15,50	su 20
2. Barbieri Ugo, geometra	»	15,40	»
3. Rizzardi Artemio, ragioniere	»	15,30	»
4. Cordeddu Antonio, ragioniere (appartenente ad altra Amministrazione)	»	15,15	»
5. Pernice Vittorio, ragioniere	»	15,10	»
6. Lulli Attilio, ragioniere (appartenente ad altra Amministrazione)	»	15 —	»
7. Cordovani Giovanni, ragioniere	»	14,90	»
8. Botonico Igino, ragioniere	»	14,60	»
9. Calzolari Bruno, ragioniere (appartenente ad altra Amministrazione)	»	14,40	»
10. Terruggi Ido, ragioniere	»	14,35	»
11. Danti Corrado, ragioniere (appartenente ad altra Amministrazione)	»	14,30	»
12. Del Nevo Rolando, ragioniere appartenente ad altra Amministrazione)	»	14,25	»
13. Longo Giuseppe, ragioniere	»	14,15	»
14. Pennacchietti Franco, perito agrario	»	14,10	»
15. Saba Dario, perito industriale	»	14 —	»
16. Trasatti Arnaldo, geometra	»	13,85	»
17. Borgo Francesco, ragioniere	»	13,65	»
18. La Gamba Antonio, ragioniere (appartenente ad altra Amministraz.)	»	13,60	»
19. Di Natale Giuseppe, ragioniere	»	13,55	»
20. Chibbaro Francesco, ragioniere	»	13,25	»
21. Onorato Giuseppe, perito industriale (appartenente ad altra Amministrazione)	»	13,10	»
22. Vinciguerra Carmine, ragioniere	»	13 —	»

Art. 2.

Pertanto, sono dichiarati vincitori, nell'ordine seguente, i signori:

1. Orsini Emma
2. Barbieri Ugo
3. Rizzardi Artemio
4. Cordeddu Antonio
5. Pernice Vittorio
6. Lulli Attilio
7. Cordovani Giovanni
8. Botonico Igino
9. Calzolari Bruno
10. Terruggi Ido
11. Danti Corrado
12. Del Nevo Rolando
13. Longo Giuseppe
14. Pennacchietti Franco
15. Saba Dario
16. Trasatti Arnaldo
17. Borgo Francesco
18. La Gamba Antonio
19. Di Natale Giuseppe
20. Chibbaro Francesco
21. Onorato Giuseppe
22. Vinciguerra Carmine

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° dicembre 1949

Il Ministro: FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 febbraio 1950
Registro Lavoro e previdenza n. 3, foglio n. 365. — LAMICELA

(739)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE DEI MONOPOLI DI STATO

Diario delle prove scritte dei concorsi a tre e ventisei posti di vice ragioniere (grado 11°, gruppo B) nel ruolo del personale amministrativo dei Monopoli di Stato.

In relazione agli articoli 10 dei decreti Ministeriali 9 giugno 1949, pubblicati nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 161 del 16 luglio 1949 e coi quali sono stati indetti i concorsi per esami a tre e ventisei posti di vice ragioniere (grado 11°, gruppo *B*) nel ruolo del personale amministrativo dei Monopoli di Stato, si comunica che le prove scritte dei concorsi stessi avranno luogo in Roma, nel Palazzo degli Esami, via Gerolamo Induno, nei giorni appresso indicati:

Concorso a tre posti di vice ragioniere: giorni 16, 17 e 18 marzo 1950, prova facoltativa di lingue estere il successivo giorno 20;

Concorso a ventisei posti di vice ragioniere: giorni 21, 22 e 23 marzo 1950, prova facoltativa di lingue estere il successivo giorno 24.

(748)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE DEI MONOPOLI DI STATO

Avviso di rettifica

All'ultimo comma dell'art. 2 del decreto Ministeriale 14 gennaio 1950, pubblicato nel n. 33 della *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica in data 9 febbraio 1950, e relativo ai concorsi a posti nei vari gradi del ruolo del personale tecnico dei periti dell'Amministrazione dei monopoli di Stato, deve leggersi: « purchè si trovi nelle condizioni di cui ai comma primo o secondo del presente articolo » invece di: « purchè si trovi nelle condizioni di cui al comma primo e secondo del presente articolo ».

(809)

PREFETTURA DI REGGIO CALABRIA

Graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Reggio Calabria

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI REGGIO CALABRIA

Visto il precedente decreto 28 giugno 1947, n. 2542, e successive modifiche, con cui sono stati messi a concorso i posti di medico condotto vacanti in questa Provincia;

Visto il decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica 13 aprile 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 22 maggio 1948, n. 118, relativo alla composizione della Commissione giudicatrice del concorso anzidetto;

Visti gli atti della Commissione stessa e riconosciutane la regolarità;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, ed il regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso di cui sopra:

N.	Candidato		Punti
1.	Gioffrè Vincenzo	punti	126,759
2.	Morabito Stefano	»	122,220
3.	Lucisano Antonino	»	118,490
4.	Maisani Vincenzo	»	117,605
5.	Cozzupoli Emilio	»	117,175
6.	Lazzarò Vittorio	»	113,725
7.	Lotorto Giuseppe	»	112,145
8.	Tripodi Domenico	»	111,750
9.	Capomolla Domenico	»	108,770
10.	Misiano Antonino	»	107,748
11.	Larosa Giovanni	»	107,631
12.	Ocello Michele	»	107,510
13.	Tripepi Pasquale	»	106,463
14.	Delorenzo Giuseppe	»	106,285
15.	Manniti Giovanni	»	106,238
16.	Priolo Giuseppe	»	106,085
17.	Marrapodi Francesco	»	105,948
18.	D'Agostino Felice	»	104,655
19.	Zindato Antonino	»	104,000
20.	Ietto Giuseppe	»	99,315
21.	Varano Raimondo	»	98,861
22.	Sposato Giovanni	»	97,500
23.	Mottareale Aldo	»	95,875
24.	Musuraca Gerardo	»	95,433
25.	Megale Domenico	»	94,130
26.	Colloridi Carmelo	»	94,023
27.	Marciano Pasquale	»	93,858
28.	Fazzari Agostino	»	93,825
29.	Pantè Domenico	»	93,165
30.	Martorano Demetrio	»	92,760
31.	Capomolla Giuseppe	»	92,185
32.	Romeo Aurelio	»	91,460
33.	Sidari Luigi	»	91,185
34.	De Liso Giuseppe	»	90,850
35.	Luppino Pietro	»	90,615
36.	Cordopatri Cesare	»	90,155
37.	Cuzzocrea Francesco	»	90,020
38.	Votanò Francesco	»	89,925
39.	Lupoi Domenico	»	89,725
40.	Topa Domenico	»	89,600
41.	Decaridi Antonio	»	89,525
42.	Bruni Mario	punti	89,505
43.	Barillaro Vincenzo	»	88,621
44.	Nocera Saverio	»	88,525
45.	Pizzimenti Emilio	»	87,923
46.	Laganà Francesco	»	87,735
47.	Romeo Federico	»	87,640
48.	Pittari Giuseppe	»	87,140
49.	Gioffrè Espedito	»	87,000
50.	Paone Domenico	»	86,985
51.	Marra Giuseppe	»	86,645
52.	Surace Antonino	»	86,525
53.	Lazzarino Orazio	»	86,310
54.	Galli Enrico	»	86,093
55.	Schirripa Nicola	»	84,920
56.	Celi Luigi	»	84,880
57.	Belcastro Fortunato	»	84,555
58.	Gaetano Pietro	»	84,491
59.	Tripodi Giuseppe	»	84,335
60.	Belcastro Alfredo	»	84,273
61.	Ursida Carlo	»	84,185
62.	Colombini Giulio	»	84,160
63.	Lucisano Domenico	»	83,845
64.	Gentile Nicola	»	83,749
65.	Raspa Ilario	»	83,325
66.	Niceforo Erminio	»	82,863
67.	Di Landro Armando	»	82,693
68.	Donato Michele	»	82,660
69.	Luccisano Girolamo	»	82,603
70.	Roberto Ettore	»	82,435
71.	Di Natale Domenico	»	82,310
72.	Latella Consolato	»	81,955
73.	Calabrò Giuseppe	»	81,850
74.	De Angelis Domenico	»	81,740
75.	Terranova Raffaele	»	81,630
76.	Costa Felice	»	81,590
77.	Rombolà Francesco	»	81,350
78.	Grillo Fedele	»	80,575
79.	Giurato Pier Nicola	»	79,805
80.	Satriano Agostino	»	79,460
81.	Libri Francesco	»	78,795
82.	Quaranta Mario	»	78,625
83.	Pellicone Giorgio	»	76,635
84.	Musolino Antonino	»	76,363
85.	Morgante Francesco	»	76,338
86.	Scopelliti Giuseppe	»	75,188
87.	Calipari Aldo	»	75,155
88.	Polimeni Rocco	»	75,150
89.	Gaggiotti Eugenio	»	75,130
90.	Custureri Salvatore	»	75,020
91.	Nucera Francesco	»	74,865
92.	Chirico Giuseppe	»	74,845
93.	Albino Francesco	»	74,830
94.	Latagliata Vincenzo	»	74,820
95.	Catizzone Luigi	»	74,800
96.	Zappia Demetrio	»	74,655
97.	Foti Giovanni	»	74,260
98.	Tornatora Giuseppe	»	73,935
99.	Romeo Salvatore	»	73,675
100.	Mileto Domenico	»	73,638
101.	Gullini Vincenzo	»	73,340
102.	Errante Saverio	»	73,150
103.	Calogero Lorenzo	»	72,923
104.	Muscolo Edoardo	»	72,000
105.	Artuso Lorenzo	»	71,955
106.	Niutta Francesco	»	71,660
107.	De Angelis Luigi	»	71,640
108.	Moio Giovanni	»	71,538
109.	Rizzica Paolo	»	71,197
110.	Prota Romolo	»	70,773
111.	Tedeschi Michele	»	70,170
112.	Chirico Domenico	»	69,951
113.	Ardissone Giuseppe	»	69,855
114.	Nucera Domenico	»	69,800
115.	Misiano Annunziato	»	69,065
116.	Briatico Beniamino	»	68,513
117.	Panaglia Santoro	»	68,438
118.	Versace Pasquale	»	67,975
119.	Carbone Rocco	»	67,790
120.	Fiumanò Saverio	»	67,538
121.	Alvaro Stefano	»	67,225
122.	Calacoci Vincenzo	»	67,055
123.	Arcadi Giuseppe	»	66,321

124. Mileto Achille . . . . . punti 65,963
125. Crea Giuseppe . . . . » 65,725
126. Priolo Nicola . . . . . » 65,698
127. Sturniolo Paolo . . . » 65,490
128. Smorto Natale . . . . . » 65,375
129. Abenavoli Antonino . . . » 63,433
130. Pinto Antonio . . . » 62,613
131. Mittica Rosario . » 62,203
132. Lucanò Luigi . » 62,038
133. Lucà Pietro . » 61,885
134. Cannizzaro Giuseppe » 61,283
135. Agostino Ettore » 60,738
136. Sgroi Carmelo . » 60,123
137. Violi Luca . . . » 59,608
138. Autelitano Carlo . » 59,325
139. Simonetta Filippo » 59,113
140. Zampogna Biagio » 55,475

Art. 2.

Il presente decreto, da inserirsi nella *Gazzetta Ufficiale* e nel Foglio annunzi legali della Provincia, sarà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura ed a quello dei Comuni interessati.

Reggio Calabria, addì 10 febbraio 1950

Il prefetto: GAIPA.

(737)

PREFETTURA DI VARESE

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Varese

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto il proprio decreto n. 17282 San., in data 23 giugno 1949, con il quale sono state assegnate le condotte mediche vacanti alla data del 30 novembre 1946 ai vincitori del concorso bandito con il decreto Prefettizio n. 15032 San., del 27 giugno 1947;

Visto che il dott. Giorgio Pedrazzoli, 30° graduato, vincitore della condotta di Lonate Ceppino, ha riunziato alla nomina per quella sede;

Dato atto che i dottori Nicola Simone (34° graduato), Domenico Conte (41° graduato), Ferdinando Azimonti (46° graduato), Giampietro Cabrini (52° graduato), Bernardino Sonzini (54° graduato), Giuseppe Valsecchi (58° graduato), Ugo Bigliardi (59° graduato) e Antonio Maslowski (63° graduato) hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta e che questa pertanto si è resa nuovamente vacante;

Considerato che il dott. Rainisio Matteo, 65° in graduatoria, ha indicato tale sede nell'ordine di preferenza e che ha diritto alla nomina per Lonate Ceppino;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Rainisio Matteo, domiciliato a Castelnuovo Bembo (Asti), è assegnato alla condotta medica di Lonate Ceppino.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Varese, addì 2 febbraio 1950

Il prefetto: VINCENTI

(694)

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Varese

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto il proprio decreto n. 16620 San., in data 12 aprile 1949, con il quale sono state assegnate le condotte ostetriche vacanti alla data del 30 novembre 1946 alle vincitrici del concorso bandito con il decreto prefettizio n. 15032 San., del 27 giugno 1947;

Considerato che l'ostetrica Trisoglio Antonietta, 6ª in graduatoria, vincitrice della condotta di Cunardo-Ferrera ha dichiarato di rinunciare alla predetta sede;

Dato atto che le ostetriche Moreschini Arolda (12ª in graduatoria), Sarti Trentina (14ª in graduatoria), Zontone Palmira (19ª in graduatoria), Invernizzi Angela (20ª in graduatoria), Accorsi Ziliotto Nella (22ª in graduatoria), Frazzoli Odessa (25ª in graduatoria), Frù Enea Carolina (26ª in graduatoria), Sala Antonietta (27ª in graduatoria), interpellate per l'accettazione della cennata sede, a termini di legge, hanno egualmente rinunciato alla nomina;

Ritenuto che l'ostetrica Mascherpa Tilde, 29ª in graduatoria, ha indicato nell'ordine di preferenza la sede di che trattasi e che ha diritto pertanto alla nomina a termine di legge;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

L'ostetrica Mascherpa Tilde è assegnata alla condotta consorziale di Cunardo-Ferrera.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune capo consorzio interessato.

Varese, addì 25 gennaio 1950

Il prefetto: VINCENTI

(665)

PREFETTURA DI PESARO - URBINO

Graduatoria del concorso al posto di assistente presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Pesaro-Urbino.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PESARO-URBINO

Visti gli articoli 23 e 75 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito formulata dalla Commissione giudicatrice dei candidati risultati idonei nel concorso di che trattasi:

1) prof. Satta Ernesto, punti 120,50 su 150;
2) dott.ssa Bettoli Lina, punti 90 su 150.

Il signor presidente della Deputazione provinciale di Pesaro-Urbino è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dell'Amministrazione provinciale.

Pesaro, addì 27 gennaio 1950

Il prefetto: PIANESE

(738)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.